

ALLOCUTION DE M. ANDRÉ ANTOINE, PRÉSIDENT DU PARLEMENT DE WALLONIE

À L'OCCASION DE LA CÉRÉMONIE OFFICIELLE
DES FÊTES DE WALLONIE 2017

Chers collègues Présidents d'assemblées,
Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres-Présidents,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Chers collègues mandataires,
Chers amis de Wallonie ou d'ailleurs, toutes et tous en vos titres, qualités et responsabilités,

Bienvenue à tous,
Herzlich willkommen an Alle,
Hartelijk welkom,

D'emblée, permettez-moi de rendre hommage à notre ami Alfred Gadenne, qui vient de nous quitter dans des circonstances tragiques. Réélu membre de notre assemblée en 2014, Alfred Gadenne avait préféré se consacrer à son mandat de Bourgmestre.

C'était un homme d'une honnêteté irréprochable, notoirement au-dessus des clivages. La disparition d'Alfred est une blessure pour tous les mandataires locaux.

Parce que, en posant des choix, en prenant leurs responsabilités, les hommes et les femmes politiques s'exposent parfois à déplaire et à cristalliser sur eux d'injustes ressentiments. Cette vérité-là est trop souvent banalisée.

Chers amis, comme chaque année, notre présence en ce lieu se fixe immanquablement sur le fil de l'Histoire. Et force est de reconnaître que l'Histoire n'a pas vocation à produire des pages blanches. Cette vérité universelle a indéniablement rythmé les derniers mois en Wallonie :

- Notre Parlement a, en effet, installé un nouveau Gouvernement.
- Les parlementaires wallons ont fait usage de leur droit d'enquête, pour la deuxième fois en près de 40 ans.
- Et puis, dans le cadre des débats sur le CETA, les exigences wallonnes ont été suivies d'effet, notamment quant à la saisine de la Cour de justice de l'Union.

Enfin, notre Parlement s'est aussi distingué en tant qu'assemblée citoyenne, donnant directement la parole aux Wallonnes et aux Wallons, via des contributions législatives et un panel citoyen. Je veux aujourd'hui saluer la présence parmi nous de ces citoyens actifs. Cette logique de participation est loin de constituer le point final de notre volonté d'ouverture. Très prochainement, à l'image de l'Assemblée nationale française, nous inviterons nos concitoyens à participer au travail législatif en devenant coauteurs de propositions de décrets.

Il s'agit ni plus ni moins de rapprocher le monde politique de la société civile. « *Ce sont les citoyens et non les pierres qui constituent le meilleur rempart des cités* ». Nous devons cette affirmation résolument intemporelle à Périclès, voici 2400 ans.

En effet, la démocratie vaut mieux qu'une simple rythmique électorale. Elle mérite assurément de la créativité et de l'innovation. Et quand ces deux vertus investissent les processus de décisions, une exigence d'évaluation s'impose. Le principe de circularité – qui se traduit par des cycles entre action et évaluation – doit s'appliquer à toute la sphère publique : au niveau des administrations, des Gouvernements comme au niveau du Parlement. Ce n'est pas un effet de mode. Cette pratique a été conçue dès les années trente et implémentée avec succès dans plusieurs pays au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Plus que jamais, notre Parlement doit participer à cette obligation de rigueur, en collaboration notamment avec la Cour des comptes et l'IWEPS.

Du reste, l'objectif de l'action politique est, par excellence, l'intérêt général. Et cet objectif ne s'accommode pas d'une quelconque contradiction entre la rentabilité des entreprises, la justice sociale et la qualité des services collectifs. La poursuite de l'intérêt général n'a pas vocation à exclure un enjeu au profit d'un autre.

Nous savons tous à quel point l'emploi est un facteur d'intégration sociale. En l'occurrence, la question de la responsabilité individuelle implique notamment que chaque citoyen mette tout en œuvre pour accéder à l'emploi. Mais pour soutenir cet effort, les pouvoirs publics ont aussi leur rôle à jouer.

Convenons-en, ce rôle est ab initio celui de l'école. À cet égard, le pacte d'excellence constitue un véritable contrat d'objectifs et de moyens en vue de renforcer la qualité de notre enseignement. Sa réussite se fonde sur des principes de concertation et d'autonomie des acteurs.

Parallèlement, les décideurs politiques ont aussi la responsabilité de déployer les instruments de soutien nécessaires au développement économique. Pensons aux aides aux entreprises, à l'accompagnement des demandeurs d'emploi ou encore aux formations tournées vers les besoins des employeurs. La modernisation de cette offre de services devra se poursuivre avec la collaboration des partenaires sociaux.

J'insiste sur cette collaboration. Parce qu'il n'y a pas de réussite possible sans concertation. Cette convergence d'intérêts vaut aussi entre l'initiative privée et l'action publique. Ainsi, le principe de subsidiarité donne une légitimité à un grand nombre d'associations. Celles-ci, grâce à leur proximité, rendent des services essentiels à la collectivité. Ces services couvrent des domaines aussi variés que la culture, la jeunesse, la santé ou encore l'aide aux personnes. Leurs interventions relèvent ni plus ni moins d'un service public fonctionnel.

Par ailleurs, certains partenariats public-privé ont révélé des effets démultiplicateurs inespérés. Le futur tram de Liège en est l'exemple le plus emblématique.

En effet, le progrès et le développement de l'humanité ont besoin de valeur ajoutée. Mais la culture de la performance et de l'efficacité ne peut en aucun cas occulter le besoin de valeurs : valeurs fondées tout simplement sur la justice et l'équité.

Trop souvent, la réussite échappe à des citoyens pour des raisons étrangères à leur volonté. Maladie, exclusion, vieillesse, accidents de la vie sont autant de raisons pour lesquelles certains de nos concitoyens se retrouvent alors au bord du chemin. Quelle que soit notre sensibilité politique, nous avons l'obligation de défendre le bénéfice d'une solidarité qui garantisse à chacun une vie décente. Ainsi, la récente réforme des allocations familiales constitue un rempart contre l'inégalité entre les enfants. Quant à l'assurance autonomie, dont notre panel citoyen a souligné toute l'importance, elle augmente les chances des personnes dépendantes de continuer à vivre à leur domicile.

La culture de la performance n'est enfin soutenable que si elle est assortie d'une autre rationalité : celle du développement durable.

La décroissance est un dangereux leurre. Mais la croissance, elle, doit tenir compte de la rareté de nos ressources. Elle doit aussi respecter l'indispensable stabilité de notre environnement. Ainsi, l'accord de Paris a été pris à bras le corps par la Wallonie, avec notamment un plan air climat particulièrement ambitieux. Notre participation à la prochaine conférence des parties à Bonn devra confirmer la détermination wallonne et la cohérence belge.

La préférence aux producteurs locaux est aussi une réponse simple à l'indifférence qui prive les générations futures d'un environnement de qualité. C'est le choix de l'authenticité, mais aussi d'une dynamique économique nouvelle. Et c'est aussi une réponse à la déshumanisation d'un commerce qui déserte nos centres-villes. Mais pour que cette préférence soit un choix de société, il faut « *transcender la créativité individuelle dans une démarche collective* », comme l'a récemment affirmé le Ministre Nicolas Hulot.

Reste que la recette du bien-être et du bonheur ne trouve pas l'entièreté de ses ingrédients à l'intérieur de nos frontières. L'Histoire s'écrit aussi ailleurs. Pouvons-nous imaginer voici deux ans que notre pays, à l'instar d'autres voisins européens, serait marqué dans sa chair par des attentats d'une violence inédite ? Pouvons-nous imaginer qu'un pilier de l'Europe ferait vaciller l'Union sur ses fondations ? Pouvons-nous enfin imaginer qu'un inquiétant rapport de force allait s'engager entre un « *gendarme du monde* » plus va-t-en-guerre que jamais et cet état pour le moins instable qu'est la Corée du Nord ?

En vérité, seul ce qui est improbable est finalement prévisible. Comme l'écrit en 1942 Stefan Zweig dans « *Le monde d'hier* », nous reconnaissons toujours trop tard les mouvements qui déterminent une époque. Et de fait, la confiance aveugle en un avenir plane n'est que source de désillusions, si elle n'est assortie de vigilance et d'esprit critique.

En soixante ans, sommets, traités, nouvelles adhésions ont ponctué l'histoire de l'Europe. Et puis, il y a eu le 23 juin 2016 et son BREXIT: un premier grand revers pour le projet européen.

En outre, l'Europe n'a pas suffisamment proclamé ses valeurs fondatrices. Elle est censée offrir une valeur ajoutée au bien-être de ses habitants. Mais elle perd parfois son âme en confondant la solidarité des nations et la négation des États. L'amalgame entre dépenses de fonctionnement et financement d'investissements pénalise nos collectivités publiques et, par

là même, nos concitoyens. L'absence d'un socle commun de droits sociaux pose un évident problème d'égalité entre les travailleurs. Quant à la concurrence fiscale, elle est un frein au développement harmonieux des états membres.

Pour toutes ces raisons, une réforme de l'Union s'impose, afin que les règles communautaires ne soient pas des carcans stériles mais des facteurs de progrès.

L'opportunité nous en est offerte avec le soixantième anniversaire du Traité de Rome. Il est temps d'ouvrir le chantier de la réforme pour relancer un véritable projet européen. L'optimisme est de mise. À la lumière tout d'abord de la fermeté du Président de la Commission européenne à l'égard des États qui se détournent des valeurs démocratiques. À la lumière aussi de l'appel lancé par le Président français et notre Premier Ministre : un appel à une coalition européenne des bonnes volontés.

Chers amis, il y va de la Wallonie comme de l'Europe. Notre Région ne trouvera son salut que dans la recherche du progrès et dans la conjugaison de toutes ses forces vives. Les idéologies périmées et les manichéismes partisans ne sont qu'illusions.

Alors à ceux qui réaniment les recettes dogmatiques qui ont conduit plusieurs pays dans l'impasse, opposons la confiance dans l'innovation et l'action.

À ceux qui optent pour le repli et la peur de l'autre, proposons les vertus d'une authentique solidarité.

À ceux qui comprennent l'intérêt de se faire entendre, composons avec eux un nouvel espace démocratique.

Et à tous ceux qui aiment la Wallonie, donnons leur rendez-vous dans les rues de Namur pour célébrer nos racines et notre avenir.

Bonnes fêtes à tous.